



دفتر مقام معظم رهبری
www.iaad.ir

Les propos du Guide suprême lors de l'audience accordée aux créateurs d'emploi, producteurs industriels et activistes économiques - 19 /Nov/ 2019

« Au nom d'Allah, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux (1)

Louange à Dieu, Seigneur des deux mondes, et que la paix et les salutations soient sur notre maître Abel Qassem al-Mostafa Mohammad, ainsi que sur les nobles membres choisis de sa famille, et notamment sur celui qui demeure auprès d'Allah (baqiyyat Allah) sur la terre.

Soyez les bienvenus ; cette réunion est une réunion très grave et importante. Faute de temps, un nombre d'amis [participants] n'ont pas l'occasion de pouvoir s'exprimer ; j'en suis désolé autant qu'eux-mêmes; il existe une solution pour cela, vous nous transmettez ce que vous avez noté ou écrit à lire ici. Quant à certains frères qui, au milieu de la foule, ont aussi levé la main pour parler, puisque le déroulement de cette réunion est à la disposition de l'honorable animateur (2), je n'ai pas exprimé mon avis à ce sujet et je ne l'exprime pas encore.

En premier lieu, la rencontre de ce soir s'inscrit dans l'hommage aux producteurs ; la base de cette réunion repose sur cela. Nous voudrions que cette parole soit ancrée dans l'opinion publique : « La République islamique d'Iran met en avant les producteurs et développeurs de l'industrie interne [nationale], de l'agriculture interne, de la production interne, des services internes, et leur rend hommage », ce qui s'est produit grâce à la faveur divine. Ce que nous avons en vue, s'est réalisé jusqu'à l'heure actuelle, que je tiens ou non ces propos. Les propos que les amis ont exprimés et que j'ai entendus attentivement, sont des propos très importants et remarquables. Bien sûr, pour qu'on prenne une décision sur les propositions, il est nécessaire de réfléchir, de penser et de demander des conseils aux experts, donc ce dont vous devez être certains et ce que vous devez savoir, est ce que je crois à ce mouvement dur comme fer. Je crois que le remède aux problèmes du pays -la vraie solution aux défis du pays- est constitué de l'expansion de la production interne dans divers secteurs. Eh bien, heureusement, le nombre d'intervenants de ce soir –dix personnes ont tenu leurs discours- signifie que nous avons quelque chose à dire dans ces dix secteurs importants du pays. Les propos que ces messieurs ont prononcés, sont très importants et vrais. Je suis aussi expert en écoute [J'ai prêté une oreille attentive]. Plusieurs personnes viennent ici tenir leurs propos et je m'assieds ici pour les écouter. Leurs propos [tenus par les producteurs] sont estimés et c'est un discours agréable et important. Un certain nombre d'honorables responsables ont assisté à cette réunion, mais il n'est pas suffisant. [Cela serait bien] Si un nombre plus grand de responsables gouvernementaux et de représentants du Parlement islamique (Majlis) y étaient présents et écoutaient ces propos. Est-ce que ceux qui pensent autrement à propos de la production ou de la prospérité économique du pays, regardent ailleurs [pour résoudre les problèmes] ? s'ils étaient venus voir que c'est le chemin [sortie], l'issue de la transmission de la vie, de la lumière et de l'énergie à l'intérieur du pays est la même issue ouverte par les agents responsables et chargés de la production, il n'y a pas d'autre issue que celle-ci.

Je voudrais exprimer ceci : si nous accordons de l'importance aux questions économiques, c'est parce que l'économie islamique a un rôle très important dans le système islamique. Ce que certains pensent que la production de la richesse, l'accroissement du bien-être général et la création d'importantes entreprises productrices [de la richesse] sont négligées dans la République islamique, est une grande erreur. Ce n'est pas le cas. L'un des piliers de l'Ordre islamique réside dans l'enrichissement de la société et du pays ; la richesse nationale. Cependant la vision du système islamique envers la richesse diffère de celle des gouvernements et systèmes matérialistes - soit ceux qui sont connus dans le monde en tant que capitalistes et sous le nom de libéraux, soit ceux qui sont connus sous le nom de marxiste,



de socialiste et de tels noms. Dans le système islamique, la production de richesse nationale est une valeur et la répartition de la richesse nationale est à juste titre une valeur. L'égalité revendiquée par le système socialiste et qui ne s'est jamais concrétisée n'est pas acceptée par l'Islam.

En islam, l'égalité au sens socialiste n'a aucune signification, malgré la possession collective des moyens et des ressources ; le public doit posséder les moyens. Ceux qui chantaient le slogan de l'égalité, d'après la connaissance claire et complète que j'ai des gouvernements communistes – soit les gouvernements communistes mères et principaux comme l'Union soviétique et d'autres, soit les gouvernements subordonnés à ces derniers comme les gouvernements latino-américains et africains, et certains gouvernements de l'Asie- [dans lesquels] il n'y avait, en fait, aucune égalité, et cette dernière ne pouvait même pas être réalisée du tout. L'islam n'admet pas cela. L'islam croit en la production de richesse nationale et en l'accroissement du bien-être général de la société. En fait, dans la société, [parlant des biens et des richesses] certains en ont plus, d'autres moins ; qu'à cela ne tienne, mais les ressources publiques doivent être réparties équitablement ; c'est la vision de l'Islam de la Richesse. Naturellement, l'écart entre les classes sociales ne se produit pas dans le système islamique, cet écart et ces vallées entre les classes sociales ne se réalisent plus ; il existe une différence, mais l'écart entre les classes sociales n'est plus.

A cet égard, je tiens premièrement à vous dire que ce domaine de la production et de la prospérité économique, de la montée de la richesse nationale et de l'accroissement du bien-être général a besoin, comme toutes les autres sphères, de commandants, de précurseurs et de pionniers. Ces commandants, précurseurs et pionniers sont vous, les producteurs. Ici, je n'envisage pas de parler tout simplement des participants à cette réunion; [les autres producteurs comme] les mêmes messieurs qui ont parlé de ce genre de mouvement et ont exprimé leurs activités, ce sont les avant-gardistes et les précurseurs de ce domaine et de ce champ; ce domaine est un domaine important et dangereux, un vrai champ de bataille.

La guerre économique a différents visages dans le monde. Ceux qui sont impliqués dans des activités économiques internationales, voient très bien que les pays et les pouvoirs dans le monde, sont en guerre pour des raisons économiques. Aujourd'hui par exemple, avec l'actuel président américain, cette guerre s'est manifestée de manière plus évidente, avec la Chine d'une part, avec la Corée d'autre part, avec l'Europe et d'autres nations, mais cela ne veut pas dire qu'elle n'existait pas à l'époque des autres présidents américains. Cependant cette guerre prend parfois des allures sauvages et revanchardes. Comme la guerre qui se fait contre nous dans le domaine économique, où les sanctions ont déjà pris des aspects rancuniers et criminels . Le régime des sanctions existait, bien sûr, depuis le début de la Révolution, [mais] son intensité a naturellement augmenté le plus au cours des dix dernières années et elle le restera pour un moment; fonder son espoir à ce que dans un ou deux ans, ces sanctions finiront, est une illusion, sachez-le. D'après ce que nous savons de ce front, ce que je comprends est que les sanctions ne sont prêtes de disparaître, qu'elles existent et continueront à exister.

Pour sauver l'économie du pays, nous ne devrions pas fermer les yeux et espérer que les sanctions seront levées ou que cette personne ne sera pas ou que ce groupe ne sera pas ou que ce pays le fera ; non, cela ne fonctionnera pas et les sanctions resteront. Aujourd'hui, certains s'ingénient à contourner les sanctions, c'est très bien, ça va, cela ne présente pas de problème, mais la tâche fondamentale est d'immuniser l'économie du pays contre les dommages causés par la sanction; Contourner la sanction est une tactique, immuniser le pays contre celle-ci est une stratégie, nous devons la mener, nous devons faire quelque chose pour éliminer cette vulnérabilité. Ce n'est pas le cas actuellement, notre économie est dépendante du pétrole et heureusement, malgré les sanctions pétrolières, sa vente a été peu réduite, car la composition de la balance commerciale a varié, mais dans ses fondamentaux notre économie est toujours tributaire du pétrole et ce dernier est un point de vulnérabilité, lorsque nous voulons utiliser l'argent du pétrole pour le budget du gouvernement –non seulement pour le développement et la construction du pays, mais encore pour notre budget actuel- c'est ce qui se produit, nous devenons vulnérables, nous devons y remédier.

Ce n'est pas ce que je dis aujourd'hui. Depuis les années 70, le gouvernement du feu M. Hâchémi (qu'Allah ait son âme) - notre cher frère et ami- je lui disais ainsi qu'à ses ministres que nous devrions faire quelque chose afin que



notre dépendance au pétrole se réduise progressivement. Le Fonds de développement national que vous connaissez, a été créé à cet effet. Le fonds de développement national signifie que chaque année, nous retirons quelques pour cent de nos revenus pétroliers de la disposition des appareils consommateurs pour les verser dans un fond. Bien entendu, le fonds est également entre les mains du gouvernement, mais son utilisation n'est plus dans les affaires courantes. Il était censé augmenter d'une même manière constante et progressive que cette année, si cela s'était passé de la même manière légale, cela aurait amené environ 35% des recettes pétrolières dans le fonds de développement. Cependant, les gouvernements de toutes les périodes - pas seulement le gouvernement actuel - viennent à la suite de différentes affaires, insistant [sur le fait qu'ils en retirent de l'argent] ; ce n'est pas légal, et comme ce n'est pas légal, ils s'adressent à moi. Si c'était légal, ils pourraient en retirer de l'argent. Comme ce n'est pas légal, ils s'adressent à moi pour le faire en quelque sorte et insistent, en implorant qu'il y ait un problème et que je leur permette de prélever, par exemple, une certaine partie du fonds de développement.

Malheureusement, le fonds de développement est devenu moins efficient, peu efficace. J'ai également dit que lorsqu'un président m'écrit que c'est une nécessité, que c'est une urgence, je suis d'accord, j'accepte de le faire. Bien sûr, le fonds est entre les mains du gouvernement, ce sont aussi les gouvernementaux qui choisissent leur chef ; sa gestion est même assurée par le gouvernement et ce n'est pas à moi de décider, mais je dois subir le fait de devoir permettre [au gouvernement] d'en retirer à cette demande illégale et je dois donner mon autorisation. Ceci n'est autre que le vrai problème. Nous devons choisir une voie qui est une nouvelle voie, une voie inédite, et avancer sérieusement sur cette voie ; la voie de la production nationale.

Ce que l'un de nos chers amis a dit ici : « [de l'avis de certains,] la chose la plus sûre est de ne pas prendre de décision » est l'une des pensées les plus dangereuses; L'une des pensées les plus dangereuses est celle de dire que « attendu que, si je prenais une décision, un tel dispositif de surveillance dirait ceci, l'autre qui impose des entraves dirait cela, alors il est plus facile de ne pas décider. » C'est très dangereux. Non, vous devez décider, vous devez agir, vous devez affronter les difficultés; vous devez éliminer les obstacles; Jusqu'à présent, beaucoup d'obstacles ont été éliminés ; comme vous l'observez déjà, la plupart des groupes qui ont parlé ce soir ont eu du succès dans divers secteurs. Ce n'était pas comme ça il y a dix ans, ce n'était pas comme ça il y a quinze ans, mais progressivement, les possibilités apparaissent; Je soutiens même cette affaire, sachez que je défends et aide, il faut améliorer la production dans le pays, c'est le remède. Eh bien, notre stratégie de base consiste à immuniser l'économie contre les sanctions, à rendre la Révolution invulnérable et, en fait, à la doter des armes de la production et de la volonté nationales, et de telles choses.

L'une des bénédictions qui prendra le est celle que l'économie du pays sera sortie

l'économie conditionnelle. Malheureusement, notre économie a été conditionnée au cours des dernières années: « Voyons ce qui arrivera, ce qui se passera dans six mois, ce qui arrivera au Plan global d'action commun, etc. » À présent aussi, certains essaient de conditionner de nouveau l'économie : « Voyons quelle sera l'initiative du président français, en quoi consistera une telle initiative » et ils [les agents du gouvernement] doivent mettre de côté de telles choses, et faire ce qu'ils veulent faire, et faire quelque chose qui n'est pas interdit et qui n'est pas de traverser les lignes rouges, mais pour ce faire, ils n'arrêtent pas l'économie et n'attirent pas l'opinion publique à cela. L'opinion publique doit savoir :

« Réparer son vieux froc, vaut mieux que de demander un vêtement d'emprunt. » (3) nous devons nous même faire notre travail.

Et à l'intérieur, les capacités sont très élevées, très hautes. Vous le savez mieux que moi, bien sûr, j'en suis même informé, mais vous qui travaillez dans différents secteurs de production, vous savez très bien à quel point les capacités du pays sont élevées. Les mêmes messieurs et cette dame qui ont parlé ici ont en fait expliqué une partie des capacités du pays dans le domaine où ils travaillent eux-mêmes. Les plaintes et les inquiétudes mentionnées ici signifient qu'il existe des capacités inutilisées dans chaque secteur que nous ne saurions pas utiliser avec ces



obstacles, mais supprimons les obstacles pour pouvoir les utiliser ! Alors regardez, tout le discours de notre réunion de ce soir est que les capacités du pays sont infinies, abondantes dont une partie est utilisée et, grâce à Dieu, a de l'efficacité, et dont beaucoup sont encore inutilisées, si nous pouvons utiliser ces capacités [l'économie sera immunisée] ; nous les utiliserons, In-Cha'Allah, grâce aux sanctions; à cet égard, la sanction peut - comme l'a dit un de nos amis et ce dit est un mot juste - au lieu de nous menacer, se transformer en opportunité.

Notez également que si nous, le peuple iranien, nos activistes économiques, nos penseurs des affaires du pays, pouvons rendre les sanctions inefficaces avec l'appui sur le potentiel intérieur, cet agent sanctionnant arrêterait également les sanctions ; c'est-à-dire lorsqu'ils savent qu'elles sont inutiles, ils vont lever les sanctions. Car ils subissent eux aussi des dommages. Les Européens et d'autres souffrent actuellement des dommages causés par nos sanctions, mais les relations économiques internationales complexes et interdépendantes ne leur permettent pas de faire certaines choses ; quand ils estiment que les sanctions sont inefficaces, ils vont les suspendre également. Bien sûr, une fois qu'il se retireront des sanctions, nous ne devons pas changer notre politique de l'appui sur la force intérieure. Certains attendent que la route vers l'autre côté [les pays occidentaux] s'ouvre pour faire basculer la voiture en ce sens, c'est faux. Nous devons renforcer et soutenir la politique de l'appui sur la force intérieure si fermement que même au moment où les sanctions seront levées, plus d'opportunités seront à notre disposition ; nous utiliserons la question des exportations, diverses opportunités et de telles choses, mais nous n'affaiblirons pas ce mouvement penché à l'intérieur.

L'un des grands privilèges du pays est l'opportunité d'avoir la population jeune du pays- j'ai tellement aimé que notre frère a dit: « J'ai travaillé 4 000 jeunes dans ce secteur; cela fait vraiment plaisir. » - pour reprendre les termes de ces démagogues, «la fenêtre de la société ». Nous sommes au cœur de cette opportunité aujourd'hui. Selon ce qu'ils me rapportaient, les personnes qui ont l'expertise et sont experts dans ce domaine, disent que cette opportunité durera encore vingt ans; nous aurons cette opportunité pour vingt ans ; si nous pouvions consolider les fondements de nos affaires au cours de ces vingt années, nous gagnerions; si nous négligions et manquions cette opportunité de vingt ans et que le pays entrait dans la période du vieillissement et de l'épuisement, rien ne pourrait désormais être fait.

Alors, que devrions-nous profiter de cette opportunité au cours de ces vingt ans? Il y a deux choses fondamentales: la première est la question de la population, nous ne laissons pas décliner la population ainsi que celle des jeunes, et augmenter la fécondité, la seconde est de créer une richesse durable pour le pays; ces deux choses doivent se faire. Si j'insiste sur la fécondité, la question de l'accouchement et de telles choses ; cela signifie que si cette question passe négligé – et qu'il a été malheureusement négligé pendant une longue période- si cela continue, cette négligence et que tout le monde ne pense plus à l'enfantement et que ce grand mouvement qui est nécessaire d'être fait dans le pays ne se fait pas, dans les vingt prochaines années - cela viendra à toute vitesse, car Vingt ans, ce n'est pas beaucoup de temps- nous nous engagerons dans une voie qui deviendra très difficile pour nous. Une chose même est la question de la création de richesse.

Les capacités du pays sont élevées et nombreuses ; tous y ont aussi des responsabilités. Ici, j'ai noté des recommandations à la fois aux activistes économiques, au grand public, aux élites universitaires, aux organisations non gouvernementales publiques et aux organisations médiatiques, contre quoi un des messieurs a formulé une plainte, ainsi qu'aux dispositifs gouvernementaux, et si je veux dire tout cela, il n'y a certainement pas assez de temps, je dois raccourcir mon discours.

Quant aux activistes économiques que vous êtes, je voudrais juste dire un mot: vous êtes le destinataire des politiques définies dans l'article 44 de la Constitution - c'est vous, le destinataire du principe 44 de la Constitution et de son cadre juridiquement contraignant sur quoi nous nous sommes mis à faire toute la lumière avec une approche légitime et sage, et nous avons exprimé les politiques liées à l'article 44 pour les gens, nous les avons précisées pour eux. Bien sûr, le jour où ces politiques ont été annoncées, tout le monde les a confirmées; je veux dire que ce jour-là, je ne me souviens même pas que l'un d'entre les critiques et les experts dans le domaine économique ont protesté,



tout le monde les a confirmées, tout le monde a dit que ce fait était juste ; oui, ça, c'était juste. Les responsables gouvernementaux ont dit de même. Bien sûr, on ne les a pas mises au juste en œuvre – ce que sous le prétexte du principe 44 de la Constitution, on a donné une telle usine à un abuseur qui la démantèle et construit la tour à sa place, n'est pas la stimulation du secteur privé et cela a bien gâché l'ambiance. Parmi les activistes économiques et ceux à qui ont été données des entreprises publiques [au cours de la privatisation], un pour cent n'a peut-être pas fait de même, et d'autres ont fonctionné correctement, mais quand le même pourcentage a été dit, répété, suivi, a provoqué un pessimisme quant à "pourquoi il en est ainsi". Je tiens à vous dire que vous êtes le destinataire, les politiques stipulées par l'article 44 de la Constitution créent le droit et même le devoir pour vous qui êtes économiquement actifs, vous avez la responsabilité; allez suivre cette affaire. [...]

En ce qui concerne les médias, je leur conseille de se faire l'écho de ces succès. A partir d'une certaine sympathie, les médias se font l'écho de certaines erreurs ; d'accord, il n'y a pas de problème, ils se font également l'écho des erreurs afin que les responsables, s'ils regardent la télévision, découvrent où se trouvent les erreurs, mais à côté de ces dernières, [ils parlent aussi] des succès. Les mêmes paroles que vous avez dites, les travaux qui ont été fait dans le secteur pétrolier, dans le secteur aquacole ou dans celui des produits chimiques, ils doivent s'en faire l'écho, en informant les gens et les jeunes le savent, puis ils présentent même les nombreuses capacités différentes qui existent au niveau du pays pour que ceux qui ont du talent et se sont préparés, aillent les poursuivre. Bien entendu, ils suivent aussi les revendications rationnelles des activistes économiques afin que les gouvernementaux y accordent l'attention. Un autre point que nous avons appris ce soir au sujet des médias, par ces frères, est que les étrangers viennent emporter beaucoup d'argent à l'intérieur du pays– 30 millions de dollars- et font la publicité de leur marchande, par exemple, par le biais de l'IRIB [Radio-télévision de la République islamique d'Iran] - dépensant de l'argent- lorsque cette offre trouve son client, le prix augmente ; le prix augmenté, le producteur national qui veut alors faire passer leurs publicités dans l'IRIB, doit payer le même prix et ne peut pas payer. Mon conseil est le suivant: je ne dis pas que vous ne preniez pas ces 30 millions de dollars, obtenez-les, vous pouvez en obtenir le plus possible (6) ; mais mettez une différence, tarifez avec une bonne méthode, fixez un tarif pour le producteur étranger et un autre pour le producteur national, ce qui signifie que vous ne gérez pas d'une manière que le producteur national ne puisse faire la publicité de sa propre marque dans le pays.

Eh bien, mon discours a quasiment pris fin, mais tout le monde le sait, nos ennemis et nos amis que nous avons repoussé l'ennemi dans les domaines militaires, politiques et sécuritaire-comme ce qu'ils [les forces de la sécurité] ont fait au cours de ces derniers jours et cela ne revient pas du peuple- et le repoussera aussi d'une manière décisive dans la guerre économique. En continuant d'avancer ce mouvement sur le chemin de la prospérité de la production et du progrès économique, elle dessinera son propre future dans les horizons lumineux

J'espère que Dieu, le Tout-Puissant, augmentera vos succès et quant aux problèmes de production et de ce qui m'a été rapporté cette année, je vois un avenir prometteur, In-Cha'Allah, dans le domaine économique, comme je l'ai déjà dit, dont la clé est la production et la prospérité. In-Cha'Allah, Jour après jour ce chemin vers le progrès deviendra plus brillant, In-Cha'Allah, les amis auront plus de succès. Et, grâce à Dieu, je vois les circonstances, l'horizon plus brillants, c'est-à-dire qu'en tenant compte de ce qui se trouve devant mes yeux, en fonction de mes expériences et des informations dont je dispose, je vois tout à fait l'horizon brillant.

Va salam alaykoum va rahmat Allah

(1) Au début de cette audience, dix créateurs d'emploi, producteurs industriels et activistes économiques ont prononcé leurs propos.

(2) M. Mahdi Khosravi.

(3) Sa'adi, poète célèbre iranien.



(4) M. le Dr. Mohammad Shariat madâri, ministre du Travail, des Coopératives et du Bien-être social.

دفتر مقام معظم رهبری
www.leader.ir

(5) Le discours prononcé lors de l'audience accordée aux responsables du gouvernement, le 24 ordibehsht 1398.——

(6) Les rires du public